

Facilités: baisse des inscrits dans les écoles francophones

Au total, 2.774 élèves étaient inscrits, au 1^{er} février 2007, dans les écoles francophones des six communes à facilités, soit une baisse de 2% par rapport à l'année scolaire 2003-2004, indique le ministre flamand de l'Enseignement Frank Vandenbroucke. L'enseignement néerlandophone compte lui 3.669 élèves (+3%). Les six communes à facilités comptent six écoles primaires francophones communales et deux écoles primaires de l'enseignement libre. Elles sont réservées aux élèves habitant les communes concernées.

UE: dix maires mobilisés au nom du service public

Les maires de dix capitales européennes ont signé vendredi une déclaration pour défendre la qualité et l'accessibilité des services publics. A l'origine de cette initiative, on trouve le bourgmestre socialiste de Bruxelles, Freddy Thielemans et le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), John Monks. «Alors qu'on célèbre son 50^e anniversaire, l'Europe donne l'impression d'être

seulement économique, et pas assez sociale et culturelle», a expliqué Thielemans. A ses yeux, le projet de texte de la Commission européenne «fait peur». «On refait du Bolkestein sous une autre étiquette, a-t-il averti. Nos capitales, nos villes, nos régions, nos Etats doivent pouvoir offrir à chacun un accès aux services indispensables de qualité et à un prix raisonnable dans tous les domaines».

Photo: News

Popularité en Flandre: Verhofstadt talonne Leterme

Le cartel CD&V/N-VA gagnerait 0,7% pour atteindre 30,9%, selon un sondage réalisé pour la VRT à la fin octobre, soit avant le vote sur BHV. Derrière lui, on trouverait l'Open VLD en hausse à 20,4%, le Vlaams Belang (15,6% soit une perte de 3,7%) et le sp.a (15,4%, soit -1,3%). La liste Dedecker franchirait les 10% (+3,5%) et Groen! gagnerait 0,5% à 6,9%. En popularité, Yves Leterme perd 6 points et n'a plus qu'un petit pourcentage d'avance sur Verhofstadt (+7%). Près de la moitié des sondés se disent Flamands avant d'être Belges.

Les citoyens UE opposés à des frappes contre l'Iran

Moins de 10% des habitants des principaux pays européens favorisent l'option militaire contre l'Iran s'il poursuit son programme nucléaire d'enrichissement d'uranium, contre 21% des Américains, selon un sondage publié vendredi dans plusieurs médias de l'UE. Entre 44% (Grande-Bretagne) et 53% (Espagnols) des personnes interrogées jugent que la voie diplomatique doit être privilégiée. L'option de sanctions économiques et commerciales recueille l'assentiment d'environ un tiers des personnes interrogées.

Henri Capron défend le Plan Marshall

Il n'y a pas de retard au démarrage, a assuré vendredi le professeur Henri Capron (ULB), évoquant les remarques faites par un récent rapport de la Cour des Comptes sur l'utilisation des crédits alloués aux pôles de compétitivité. Selon ce rapport, seuls 32,2% des moyens de paiement prévus pour le plan Marshall avaient été consommés au 18 septembre (lire «L'Echo» du 28/09/2007). Le taux tombait à 8% pour les 5 pôles de compétitivité wallons. «La Cour des comptes nous livre une photographie alors que l'on joue dans un film», a souligné M. Capron, qui a participé à la sélection des pôles et des projets qui s'y inscrivent.

Lors de la présentation du 17^e Congrès des économistes de langue française (lire également ci-dessous), il a expliqué qu'un délai suffisamment long (5 à 10 ans) était nécessaire avant de voir pleinement les effets d'un tel plan. Il s'agit en effet de projets basés sur la recherche. «Si l'on voit les premiers effets dans les deux ou trois ans, on peut être content», a-t-il ajouté. Selon Henri Capron, on ne peut exclure des échecs de l'un ou l'autre pôle. En France, sur les 67 pôles retenus, au moins un tiers sont déjà moribonds.

Dans une phase ultérieure du Plan Marshall, le professeur ne voit pas d'un bon oeil la création de nouveaux pôles, craignant alors les «saupoudrages». A ses yeux, pour réussir, un pôle doit reposer sur un domaine dont les activités représentent déjà une certaine masse critique. D'après lui, ce n'est pas le cas dans le secteur des technologies de l'information et de la communication en Wallonie, pour lesquels il préconise la création de «clusters» d'entreprises qui fonctionnent sur une base plus locale et plus réduite. **◇ Avec Belga**

Des idées pour les dirigeants wallons

Le 17^e Congrès des économistes belges de langue française se tiendra les 21 et 22 novembre à Louvain-la-Neuve. «Cette année l'étude des développements pour la Wallonie et Bruxelles est bien d'actualité dans le cadre de la régionalisation», a expliqué vendredi Mathias Dewatripont, professeur à l'ULB et président du Congrès. «Les quatre commissions décortiquent les axes de développements nécessaires pour nos régions», poursuit-il. «Ainsi, la commission 4 abordera les répartitions des compétences entre les différents niveaux de pouvoir. Un article remet les choses à plat en terme de transferts financiers», a expliqué Christian Valenduc conseiller aux SPF Finances et professeur à l'ULB et à la Fucam. Le Congrès rassemblera bon nombre d'académiciens de tous bords. Le but de l'organisateur, le centre d'étude interuniversitaire de formation permanente (CIFOP), est de lancer des perches aux politiciens. «Souvent, les synthèses présentées au Congrès servent de base aux réflexions politiques. Nous entendons bien faire de même cette année», a expliqué Jean-François Husson du CIFOP, à l'occasion de la présentation du Congrès. **◇ S.D.**

Fédéral

L'orange bleue en reste aux déclarations unilatérales

Nouvelles tensions: le cartel CD&V/N-VA exige des garanties pour une réforme de l'Etat refusée en bloc par le FDF.

On montre les muscles. La journée de vendredi a été fertile en déclarations fortes sur le front politique. Du coup, la reprise des négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral reste incertaine.

Détailons. Dès jeudi soir, le président du MR Didier Reynders avait durci le ton en estimant que les négociations étaient «arrêtées» et pas simplement «suspendues». Il avait demandé aux Flamands un «signal» pour «restaurer la confiance». Vendredi, Olivier Maingain, président du FDF, est monté au front. Son message: «le débat institutionnel n'est plus lié à la formation du gouvernement. Celui-ci se concentrera sur des priorités exclusivement socio-économiques». «Ceux qui ont promis la scission de BHV et une grande réforme de l'Etat sont échecs et mats. Ils ont joué à la roulette russe et ont perdu», a martelé Olivier Maingain. «Un débat institutionnel se fera dans une autre instance, avec tous les partis démocratiques, avec de tout autres objectifs» que ceux des partis flamands, a précisé Olivier Maingain, en allusion à la création possible d'un «Comité des sages». Le «non paper» Milquet-Van Rompuy, prévoyant en substance un phasage d'une réforme de l'Etat, «n'est plus d'actualité», selon lui.

Avant que les négociations de l'orange bleue puissent reprendre, il y a des «préalables». Notamment celui-ci: les «partis flamands doivent dire clairement que le vote d'une Communauté contre l'autre n'est plus possible», a insisté Olivier Maingain. Pour le président du FDF, «la priorité est au débat intra-francophone» et à la «commission Wallonie-Bruxelles». Les francophones ne peuvent «plus accepter le chantage qui consiste à lier une réforme de l'Etat à la formation d'un gouvernement fédéral». Ils doivent aussi s'entendre sur «le socle incontestable» d'un Etat fédéral. Olivier Maingain explique qu'il «respecte la décision du Palais» de laisser Yves Leterme poursuivre sa mission. Mais pour lui, c'est entendu: «Yves Leterme n'a pas l'autorité d'un formateur. Il a subi un cruel désaveu» et son «périmètre d'action est très clairement circonscrit par le Roi» puisqu'il est «déchargé de sa mission de conciliation des points de vue des deux Communautés».



Pour Olivier Maingain, «les Flamands ont joué à la roulette russe et ils ont perdu».

Discours radicalement différent dans l'autre «camp». Le cartel CD&V/N-VA a organisé un point presse improvisé pour expliquer qu'il conditionne sa participation à un gouvernement à l'assurance qu'il y ait une réforme de l'Etat.

LE CD&V REFUSE UN «GESTE» Pour le président du Sénat, «la mission est large et périlleuse. Mais elle est vraiment nécessaire», a commenté Armand De Decker, le président du Sénat. Le but est bien de réfléchir sur une réforme de l'Etat institutionnelle équilibrée. «Il est trop tôt pour dire si tout le volet institutionnel sera de ce fait exclu des négociations. Il faut être prudent parce qu'il y des résistances notamment du côté CD&V-N-VA», complète Armand De Decker. Le choix des présidents de la Chambre et du Sénat pour cette mission n'est pas anodin. «Nous sommes considérés comme apolitique de part notre fonction de présidence d'une assemblée. Nous sommes dès lors beaucoup plus indépendants que d'autres négociateurs ou même qu'Yves Leterme. Et nous bénéficions aussi d'une large confiance au sein des différents partis», explique le président du Sénat. Quant à la forme que prendra le travail des réconciliateurs, rien n'est encore arrêté. «Nous allons créer une instance, un collège ou un forum. Mais on ne sait pas encore si cela prendra la forme d'un comité des sages», précise le bourgmestre d'Uccle. Une chose est sûre, on est sorti du cadre de l'orange bleue. Tous les partis démocratiques sont conviés. Et la concertation ne rendra pas ses conclusions tout de suite. «Ca va durer des mois, voire un an» conclut Armand De Decker. Même si du côté des deux réconciliateurs, la bonne entente permet d'avancer vite. **◇ S.D.**

Le cartel refuse le «geste» demandé par Didier Reynders. Plus fort: il demande aux francophones de faire eux-mêmes un «geste portant sur des garanties en vue d'une réforme de l'Etat». «Sans ces garanties, aucune participation du cartel au gouvernement n'est possible», a expliqué le président du CD&V Jo Vandeurzen, flanqué de Bart De Wever, son alter ego à la N-VA. Ce n'est pas une position neuve en soi. Mais, jeudi, le CD&V semblait plus conciliant... L'Open VLD a pour sa part réclamé une «initiative» de Leterme qui doit «dire comment il compte réaliser cette réforme de l'Etat et relancer les négociations». «Un discours qui ne vise qu'à écarter de l'agenda les demandes justifiées de la Flandre ne

pourra qu'apporter davantage de tensions communautaires», ont prévenu Patrick Dewael, Bart Somers et Karel de Gucht.

«Sans garanties en vue d'une réforme de l'Etat, aucune participation du cartel au gouvernement n'est possible.» Jo Vandeurzen

MISE EN SCÈNE? Pourquoi l'adrénaline remonte-t-elle? Deux raisons probables: côté francophone, le MR est accusé par certains d'avoir laissé passer le vote à la Chambre en acceptant une «mise en scène» destinée à sauver l'orange bleue et évacuer le pro-

blème BHV. Bref, un coup prémédité et cynique mais utile en terme de positionnement politique. Les libéraux réfutent évidemment fer-

mement un tel scénario. Et entendent le faire savoir en durcissant leurs propos. Côté flamand, on se rend compte que BHV ne sera pas scindé de sitôt. Une réforme de l'Etat ambitieuse est également compromise. Dès jeudi matin, «Het Laatste Nieuws»,

le plus gros tirage de la presse flamande, accusait les leaders du CD&V de trahir leurs promesses. Il titrait en «une» un cinglant «qui les croit encore?» sous les portraits d'Yves Leterme et de Jo Vandeurzen. Ils se doivent donc de dissiper toute faiblesse supposée.

Mercredi, le vote en commission de l'Intérieur de la Chambre sur BHV n'avait pourtant pas causé la déflagration attendue. Juste un pétard mouillé. MR et cdH n'avaient pas lancé de déclarations tapageuses, l'orange bleue avait survécu assez facilement et Leterme avait été reconduit dans sa mission de formateur. A charge pour le tandem Van Rompuy-De Decker de concocter une «initiative» visant à «renforcer le dialogue» entre Flamands et Francophones. L'esquisse d'un «Comité des sages» aux contours flous. On devrait en savoir un peu plus ce week-end puisque les présidents de la Chambre et du Sénat seront reçus par le Roi. Ils ont déjà, entretemps, accéléré leurs travaux.

PRIS AU PIÈGE

Quoi qu'il en soit, à entendre les exclusives des uns et des autres vendredi, l'orange bleue paraît bien dans la nasse au 152^e jour de la crise. Rideau? A voir. D'une part, il est de bon ton que chacun montre sa fermeté tant que les négociations n'ont pas repris. D'autre part, la voie d'un consensus existe. Etroite, certes. Mais elle existe. L'orange bleue pourrait s'accorder sur une priorité au socio-économique, tout en donnant du grain à moudre à l'appétit institutionnel flamand. Pas de grosse réforme de l'Etat. Mais des petites avancées, acceptables à la majorité simple, permettant à chacun de sauver la face. Tout cela à supposer que la N-VA reste «contrôlable». Pas gagné. Mais, mis à part peut-être le cdH, les trois autres coalisés sont unis... dans leur volonté de gouverner sans les socialistes. **◇ Alain Narinx**

Communauté: PS et MR à couteaux tirés

L'unité francophone a été sérieusement ébranlée vendredi au Parlement de la Communauté française. Le débat en séance publique sur BHV a viré à l'aigre. Il est devenu carrément houleux lorsque le chef de file PS Léon Walry a accusé le MR d'avoir trahi les francophones en participant avec le CD&V à un scénario convenu de longue date. Un scénario qui prévoyait sciemment le vote flamand en Commission de la Chambre, afin de permettre la mise de BHV au «frigo» et poursuivre coûte que coûte la formation d'un gouvernement orange bleu. «C'était une question, je n'ai pas accusé le MR», s'est défendu après coup Léon Walry. La question d'un éventuel «arrangement» méritait d'être posée, selon lui. Mais le front francophone n'est pas rompu, a dit le député PS.

Les propos de Walry ont déchaîné la colère sur les bancs du MR. «Fosseur, que tu es», «C'est ignoble»,

«Vous brisez la solidarité francophone», a-t-on pu entendre dans la confusion générale. «On a insulté notre sentiment de responsabilité», a lancé Richard Miller (MR). Les réformateurs ont pris eux aussi le

vote de la Chambre comme une gifle dans la figure et le président du MR Didier Reynders a déclaré que les négociations étaient arrêtées, a-t-il ajouté pour témoigner de la sincérité du MR. La réaction a été vive



Leon Walry (PS) s'est défendu d'avoir fait exploser le front francophone.

en séance publique parce qu'on ne pouvait pas entendre n'importe quoi à propos de l'orange bleue», a-t-il dit. Caroline Persoons (FDF) a jugé triste qu'après celle des Flamands, un parti francophone «donne une seconde gifle en divisant les francophones». Elle a accusé Léon Walry d'avoir démontré que la division des francophones fait leur faiblesse.

Après beaucoup de tumultes et une suspension de séance, la réunion plénière a finalement repris. Pour aboutir à ce qui était prévu: les députés francophones ont voté – à l'unanimité des partis démocratiques – la mise en route de la procédure en conflit d'intérêt. Ce qui gèle les travaux sur BHV à la Chambre pour deux mois. C'est la première étape de la guérilla parlementaire promise par les francophones en réponse au coup de force flamand. **◇ D'après Belga**

Les présidents du Sénat et de la Chambre ont commencé leurs travaux dans une bonne entente

Les deux «réconciliateurs» n'ont pas attendu bien longtemps pour entamer leur mission. A peine chargé par le Roi jeudi de leur nouvelle fonction, Herman Van Rompuy et Armand De Decker se sont déjà rencontrés deux fois. Le Roi leur a demandé de «prendre une initiative afin d'entamer un dialogue sur la poursuite de l'élaboration équilibrée de nos institutions». «La mission est large et périlleuse. Mais elle est vraiment nécessaire», a commenté Armand De Decker, le président du Sénat. Le but est bien de réfléchir sur une réforme de l'Etat institutionnelle équilibrée. «Il est trop tôt pour dire si tout le volet institutionnel sera de ce fait exclu des négociations. Il faut être prudent parce qu'il y des résistances notamment du côté CD&V-N-VA», complète Armand De Decker. Le choix des présidents de la Chambre et du Sénat pour cette mission n'est pas anodin. «Nous sommes considérés comme apolitique de part notre fonction de présidence d'une assemblée. Nous sommes dès lors beaucoup plus indépendants que d'autres négociateurs ou même qu'Yves Leterme. Et nous bénéficions aussi d'une large confiance au sein des différents partis», explique le président du Sénat. Quant à la forme que prendra le travail des réconciliateurs, rien n'est encore arrêté. «Nous allons créer une instance, un collège ou un forum. Mais on ne sait pas encore si cela prendra la forme d'un comité des sages», précise le bourgmestre d'Uccle. Une chose est sûre, on est sorti du cadre de l'orange bleue. Tous les partis démocratiques sont conviés. Et la concertation ne rendra pas ses conclusions tout de suite. «Ca va durer des mois, voire un an» conclut Armand De Decker. Même si du côté des deux réconciliateurs, la bonne entente permet d'avancer vite. **◇ S.D.**